

Le centre de gravité du monde change à partir de janvier 2024 : « La marche du monde ne peut plus être dictée seulement par le G7 »

Vijay Prashad

mercredi 5 juin 2024, mis en ligne par [Pedro Picho](#)

« Nous ne vivons pas en période de révolutions. Les socialistes cherchent toujours à promouvoir les tendances progressistes et démocratiques. Comme c'est souvent le cas dans l'histoire, les actions d'un empire menacé créent un terrain d'entente pour que ses victimes cherchent de nouvelles alternatives, aussi embryonnaires et contradictoires soient-elles. La diversité du soutien à l'expansion des BRICS est une indication de la perte croissante de l'hégémonie politique de l'impérialisme ». La réflexion est de Vijay Prashad, directeur du Tricontinental, Institute for Social Research, et rédacteur en chef de Left Word Books, rédacteur en chef de Globetrotter, un projet de l'Institut des médias indépendants, dans un article publié par l'Institut tricontinental de recherche sociale le 31 août 2023 [1].

Le dernier jour du sommet des BRICS à Johannesburg, en Afrique du Sud, les cinq États fondateurs (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont accueilli six nouveaux membres : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU). Le partenariat BRICS couvre désormais 47,3% de la population mondiale, avec un produit intérieur brut global combiné (par parité de pouvoir d'achat, ou PPA) de 36,4% [2] À titre de comparaison, les pays du G7 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis) ne représentent que 10% de la population mondiale, et leur part du PIB mondial (par PPA) est de 30,4%. En 2021, les pays qui forment aujourd'hui le groupe élargi des BRICS représentaient 38,3% de la production industrielle mondiale, tandis que leurs homologues du G7 représentaient 30,5%. Tous les indicateurs disponibles, y compris la production végétale et le volume total de la production de métaux, montrent l'immense pouvoir de ce nouveau groupement. Celso Amorim, conseiller du gouvernement brésilien et l'un des architectes des BRICS durant son mandat de ministre des affaires étrangères (entre 2003 et 2011), a dit à propos du nouveau développement que « le monde ne peut plus être dicté par le G7. »

Certes, les pays des BRICS, avec toutes leurs hiérarchies et tous leurs défis internes, représentent aujourd'hui une part plus importante du PIB mondial que le G7, qui continue de se comporter comme le pouvoir exécutif mondial. Plus de 40 pays ont manifesté leur intérêt pour la participation aux BRICS, bien que seuls 23 aient demandé à devenir membres avant la réunion en Afrique du Sud (dont sept des 13 pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP). L'Indonésie, le septième pays du monde en termes de PIB (par PPP), a retiré sa demande d'adhésion aux BRICS au dernier moment, mais a déclaré qu'elle envisagerait d'entrer plus tard. Les commentaires du président indonésien, Joko Widodo, reflètent l'ambiance du sommet : « Nous devons rejeter la discrimination commerciale. Les stades industriels ultérieurs ne doivent pas être altérés. Nous devons tous continuer à exprimer une coopération égale et inclusive. »

Les BRICS ne fonctionnent pas indépendamment des nouvelles formations régionales visant à construire des plates-formes échappant au contrôle de l'Occident, telles que la Communauté des États d'Amérique latine et des Antilles (CELAC) et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Au lieu de cela, la

participation aux BRICS est susceptible de renforcer le régionalisme pour ceux qui font déjà partie de ces forums régionaux. Les deux ensembles d'organismes interrégionaux penchent vers un mouvement historique soutenu par d'importantes données, analysées par l'Institut Tricontinental, à l'aide d'un certain nombre de bases de données mondiales fiables et largement disponibles. Les faits sont clairs : le pourcentage du Nord mondial dans le PIB mondial est passé de 57,3% en 1993 à 40,6% en 2022, le pourcentage des États-Unis est passé de 19,7% à seulement 15,6% du PIB mondial (par PPA) au cours de la même période, malgré leur privilège de monopole. En 2022, le Sud mondial, sans la Chine, avait un PIB (par PPA) supérieur à celui du Nord.

L'Occident, peut-être en raison de la rapidité de son relatif déclin économique, lutte pour maintenir son hégémonie, conduisant une nouvelle guerre froide contre des États émergents comme la Chine. Peut-être les meilleures preuves des plans raciaux, politiques, militaires et économiques des puissances occidentales peuvent-elles être résumées par une déclaration récente de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de l'Union européenne : « L'OTAN et l'UE jouent un rôle complémentaire, cohérent et se renforcent mutuellement dans le soutien de la paix et de la sécurité internationales. Nous continuerons à stabiliser l'ensemble coordonné d'instruments à notre disposition, qu'ils soient politiques, économiques ou militaires, pour poursuivre nos objectifs communs dans l'intérêt de nos milliards de citoyens. »

Pourquoi les BRICS ont-ils accueilli des pays aussi disparates, y compris deux monarchies ? Lorsqu'on lui a demandé de réfléchir au caractère des nouveaux États membres à part entière, le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a déclaré que « ce qui compte, ce n'est pas la personne qui gouverne, mais l'importance du pays. Nous ne pouvons nier l'importance géopolitique de l'Iran et d'autres pays qui rejoindront les BRICS. » Tout dépendra de la manière selon laquelle les pays fondateurs décideront d'élargir leur alliance. Au cœur de la croissance des BRICS se trouvent au moins trois questions : le contrôle de l'approvisionnement et des voies d'accès à l'énergie, le contrôle des systèmes mondiaux de financement et de développement, et le contrôle des institutions de paix et de sécurité.

Cette configuration plus grande des BRICS a maintenant créé un important groupe énergétique. L'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont également membres de l'OPEP, qui, avec la Russie - l'un des principaux membres de l'OPEP - est désormais responsable de 26,3 millions de barils de pétrole par jour, soit un peu moins de 30% de la production quotidienne mondiale de pétrole. L'Égypte, qui n'est pas membre de l'OPEP, est néanmoins l'un des plus grands producteurs de pétrole d'Afrique, avec une production de 567 650 barils par jour. Le rôle de la Chine dans le courtage d'un accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite en avril a permis l'entrée de ces deux pays producteurs de pétrole dans les BRICS. Il ne s'agit pas seulement de la production pétrolière, mais aussi de la création de nouvelles voies énergétiques mondiales.

L'initiative de « la nouvelle route de la soie » dirigée par la Chine a déjà créé un réseau de plateformes pétrolières et de gaz naturel dans le sud Global, intégré à l'expansion du port de Khalifa et des installations de gaz naturel à Fujairah et Ruwais, dans les Émirats arabes unis, et intégré aussi au développement de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. On s'attend à ce que les BRICS élargis commencent à coordonner leurs infrastructures énergétiques en dehors de l'OPEP, y compris les volumes de pétrole et de gaz naturel extraits de la Terre. Les tensions entre la Russie et l'Arabie saoudite au sujet des volumes de pétrole ont augmenté cette année, la Russie ayant dépassé sa part pour compenser les sanctions occidentales qui lui ont été imposées pour la guerre en Ukraine.

Aujourd'hui, ces deux pays auront un autre forum, en dehors de l'OPEP et avec la Chine autour de la table, pour créer un programme énergétique commun. L'Arabie saoudite prévoit de vendre du pétrole à la Chine en monnaie chinoise, sapant la structure du système pétrodollar (les deux autres principaux fournisseurs de pétrole de la Chine, de l'Irak et de la Russie, reçoivent déjà des paiements en monnaie chinoise).

Les discussions au sommet des BRICS et leur communiqué final ont porté sur la nécessité de renforcer une architecture financière et de développement pour le monde qui ne soit pas régie par le triumvirat

formé par le Fonds monétaire international (FMI), Wall Street et le dollar des États-Unis. Toutefois, les BRICS ne cherchent pas à contourner les institutions mondiales de commerce et de développement établies, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale et le FMI. Par exemple, les BRICS ont réaffirmé l'importance du « système commercial multilatéral fondé sur les règles, au sein de l'OMC » et ont appelé à « un réseau de sécurité financière mondial robuste, doté d'un FMI fondé sur des quotas, doté de ressources suffisantes au centre de la Commission.

Leurs propositions ne rompent pas fondamentalement avec le FMI ou l'OMC ; au lieu de cela, elles offrent une double voie : premièrement, pour que les BRICS exercent plus de contrôle et d'orientation sur ces organisations, dont ils sont membres, mais qui ont été subordonnées à un programme occidental ; et deuxièmement, de sorte que les États des BRICS réalisent leurs aspirations à construire leurs propres institutions parallèles (telles que la NBD, Nouvelle Banque de développement). L'énorme fonds d'investissement de l'Arabie saoudite représente environ 1 000 milliards de dollars, ce qui pourrait financer en partie le NBD.

Le programme des BRICS visant à améliorer « la stabilité, la fiabilité et l'équité de l'architecture financière mondiale » est mis en œuvre principalement par « l'utilisation de monnaies locales ainsi que d'autres arrangements financiers et d'autres systèmes de paiement ». Le concept de « monnaies locales » fait référence à la pratique croissante des pays qui utilisent leur propre monnaie pour le commerce international, plutôt que de compter sur le dollar. Bien qu'environ 150 monnaies dans le monde soient considérées comme ayant un cours légal, les paiements internationaux dépendent presque toujours du dollar (qui, à partir de 2021, représentait 40% des flux du réseau de la Swift, Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications).

D'autres devises jouent un rôle limité, la monnaie chinoise représentant 2,5% des paiements internationaux. Cependant, l'émergence de nouvelles plateformes de messagerie mondiales, telles que le système interbancaire de paiements transfrontières de l'Inde, et le système russe de messagerie financière (SPFS), ainsi que des systèmes de monnaie numérique régionaux, promettent d'accroître l'utilisation de monnaies alternatives. Par exemple, les actifs de crypto-monnaie ont brièvement fourni une voie potentielle pour les nouveaux systèmes de négociation avant que leurs évaluations d'actifs diminuent, et les BRICS ont récemment approuvé la création d'un groupe de travail chargé d'étudier une monnaie de référence en bloc.

À la suite de l'expansion des BRICS, la NBD a déclaré qu'elle augmenterait également ses membres et que, conformément à sa stratégie générale pour 2022-2026, 30% de l'ensemble de son financement se ferait en monnaie locale. Dans le cadre de sa structure pour un nouveau système de développement, sa présidente, Dilma Rousseff, a déclaré que la NBD ne suivrait pas la politique du FMI d'imposer des conditions aux pays emprunteurs. « Nous rejetons toute forme de conditionnalité », a déclaré D. Rousseff. Souvent, un prêt est accordé à condition que certaines politiques soient mises en œuvre. Nous ne faisons pas ça. Nous respectons les politiques de chaque pays. »

Dans leur déclaration, les pays du groupe des BRICS évoquent l'importance d'une « réforme globale de l'ONU, y compris de son Conseil de sécurité ». Actuellement, le Conseil de sécurité des Nations unies compte 15 membres, dont cinq sont permanents (Chine, France, Russie, Royaume-Uni et États-Unis). Il n'y a pas de membres permanents d'Afrique, ni d'Amérique latine ou du pays le plus peuplé du monde, l'Inde. Pour remédier à ces inégalités, les BRICS appuient les « aspirations légitimes des pays émergents et en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dont le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, pour jouer un rôle plus important dans les affaires internationales ». Le refus de l'Occident d'autoriser ces pays à occuper un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies n'a fait que renforcer leur engagement en faveur du processus des BRICS et du renforcement de leur rôle dans le G20.

L'entrée de l'Éthiopie et de l'Iran dans les BRICS montre comment ces grands pays du Sud réagissent à la politique des sanctions occidentales contre des dizaines de pays, y compris deux membres fondateurs des BRICS (Chine et Russie). Le groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations unies - à l'initiative du Venezuela depuis 2019 - rassemble 20 États membres de l'ONU qui sont confrontés au poids de

sanctions illégales américaines, de l'Algérie à l'État zimbabwéen. Nombre de ces pays ont assisté au sommet des BRICS en tant qu'invités et sont impatients de rejoindre le bloc élargi en tant que membres à part entière.

Nous ne vivons pas en période de révolution. Les socialistes cherchent toujours à promouvoir les tendances progressistes et démocratiques. Comme c'est souvent le cas dans l'histoire, les actions d'un empire menacé créent un terrain d'entente pour que ses victimes cherchent de nouvelles alternatives, aussi embryonnaires et contradictoires soient-elles. La diversité du soutien à l'expansion des BRICS est une indication de la perte croissante de l'hégémonie politique de l'impérialisme.

Traduction française de **Pedro Picho**.

Source (portugais du Brésil) :

<https://www.ihu.unisinos.br/632166-o-centro-de-gravidade-do-mundo-mudara-a-partir-de-janeiro-de-2024-o-mundo-nao-pode-mais-ser-ditado-pelo-g7>.

Notes

[1] Introduction de l'Institut Humanitas Unisinos qui a republié l'article le 9 septembre 2023 - NdT.

[2] Selon Wikipédia, la Parité du pouvoir d'achat (PPA), ou *Purchasing Power Parity* (PPP) en anglais est une méthode utilisée en économie pour établir une comparaison entre pays du pouvoir d'achat des devises nationales, ce qu'une simple utilisation des taux de change ne permet pas de faire - NdT.